

# Donner aux femmes entrepreneures de la Région MENA le pouvoir d'accéder, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux affaires et aux marchés

Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie



Chaîne de Valeur Sensible au Genre dans les secteurs de l'agroalimentaire, du textile et de l'habillement et des technologies de l'information et de la communication

## PROFIL DE PAYS DE LA GSVCA EN Algérie : RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Equipe de recherche et de rédaction

Faiza Benhadid, Meriem Boudjadja

Juillet 2022

## LE CADRE

Durant la première phase de ce projet, 2017-2019), grâce à un partenariat CAWTAR-SIDA, parmi d'autres interventions, un Audit Genre a été mené en examinant les politiques économiques, le cadre juridique et les accords commerciaux dans les six mêmes pays. Il avait pour objectifs d'analyser et d'évaluer les effets de la mondialisation et de la libéralisation du commerce sur l'autonomisation économique des femmes et leur accès aux marchés commerciaux. Les résultats ont réussi à attirer l'attention et à sensibiliser les acteurs et les parties prenantes, directement ou indirectement concernés, sur l'importance de *l'autonomisation des femmes vers l'égalité des sexes dans la région MENA par l'intégration du genre dans les politiques économiques et les accords commerciaux*, grâce à des interventions de sensibilisation, de plaidoyer et de mise en réseau fondées sur des données factuelles, ainsi qu'à la création et au renforcement des capacités institutionnelles. Ce travail s'est appuyé sur les priorités identifiées par les parties prenantes ciblées.

*Il faut noter que sur la base de ce qui a précédé, la principale conclusion de l'analyse de la situation et de l'audit genre est que l'approche dans les politiques économiques et commerciales et que l'environnement analysés est neutre voir négative d'un point de vue du Genre qui n'est pas vraiment intégré ce qui est loin d'être propice à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans l'économie et le commerce. C'est sur la base de ce constat que la priorité que ce projet a choisi de traiter est de « Donner aux femmes entrepreneures de la région MENA le pouvoir d'accéder, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux affaires et aux marchés » en vue de renforcer leur capacité à accroître leur accès aux ressources et leur contrôle à égalité avec les hommes entrepreneurs, avec un focus sur les marchés des affaires et du commerce.*

Son objectif thématique est la « *Création d'un environnement propice à la promotion de l'entreprenariat féminin et à l'intégration des femmes dans les marchés des affaires et du commerce* » en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie. Créer un environnement propice a signifié en premier la nécessité de produire des connaissances sur les femmes et les hommes d'affaires dans une perspective d'analyse comparative entre les sexes qui comprend le profilage des PME et la cartographie des principaux acteurs d'au moins trois secteurs sélectionnés soit l'agriculture, les industries légères et les services.

Il convient de rappeler que l'Analyse de la Chaîne de Valeur Sensible du Genre/ACVSG (approche et outils) a été utilisée pour évaluer l'égalité entre les femmes et les hommes, en mettant l'accent sur leur participation à l'activité économique et leur accès aux marchés des affaires et du commerce dans les six pays mentionnés. Trois secteurs différents, domaines de la chaîne de valeur, ont été sélectionnés ciblant plus précisément un sous-secteur pour chacun de ces domaines : 1) Agriculture : Industries agroalimentaires ; 2) Industries légères : Textile et habillement et 3) Services : Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Outre l'exercice lui-même (révision documentaire, évaluation rapide et analyse), un certain nombre de femmes et d'hommes propriétaires ou gestionnaires de PME a été ciblé, représentant un échantillon des sous-secteurs sélectionnés, à savoir l'agroalimentaire, le textile et l'habillement et les TIC. Le diagnostic des contraintes et des défis a visé la détermination des inégalités et ses disparités entre les sexes en vue d'évaluer les besoins en matière de capacités et de ressources et par suite de sélectionner des priorités au niveau des PME et des femmes entrepreneures elles-mêmes, y compris pendant et après le confinement dû à la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences.

## FAITS ET CHIFFRES

### 1. Contexte général

Table 1-Indicateurs généraux

Indicateurs généraux	Femmes	Hommes	Valeur
PIB, US\$ milliards			147,3
PIB par habitant, \$ PPA internationaux constants de 2011			10,45
Population totale, million personne	21,30	21,75	43,05
Taux de croissance de la Population, %	1,95	1,96	1,95
Population par sexe (Femmes/Hommes), ratio F/H	49,48	50,52	0,98

L'Algérie est la quatrième économie du continent africain, avec un PIB de 169 Mds USD en 2019. En générant 93-95% des exportations, les hydrocarbures constituent classiquement la pierre angulaire de l'économie algérienne. L'agriculture contribue au PIB à hauteur de 12% et emploie 10% de la population active. Le secteur tertiaire contribue à 41% du PIB et emploie 59% de la population active. La pandémie du COVID-19 a mis à mal l'économie algérienne en 2020. La préparation industrielle des aliments, le textile, les produits chimiques, les métaux et les matériaux de construction sont les principales activités du secteur qui a enregistré une chute de 7% durant le premier semestre 2020. La croissance réelle du PIB devrait, selon les estimations, avoir diminué de 5,5 % par suite des strictes mesures de confinement imposées pour limiter la propagation du COVID-19 en plus de la chute de la production d'hydrocarbures et de la baisse temporaire des cours du pétrole, ce qui a entraîné une forte contraction des recettes des exportations d'hydrocarbures<sup>1</sup>.

## 2. Rapport « Global Gender Gap Report 2021 » pour l'Algérie

Tableau 2 - Évolution du score de l'Algérie (2006-2021)

2006		2021		Progression (2006-2021)	
Rang	Score	Rang	Score	Rang	Score
97	0.602	136	0.633	-39	+0.031

Dans le dernier rapport du Forum Économique Mondial sur l'écart entre les sexes, en 2021, l'Algérie se classe au 136<sup>ème</sup> rang sur 156 pays, les Émirats arabes unis étant le premier pays arabe à la 72<sup>ème</sup> place.

## 3. Niveau d'instruction

Tableau 3 - Évolution du taux de scolarité en Algérie (2006 -2021)

Le niveau de scolarité en Algérie a progressé passant d'un score de 0,944 en 2006 à 0,966 en 2021. Par contre, en termes de classement, le pays a nettement régressé passant de 84<sup>ème</sup> (sur 130 pays) en 2006 à 111<sup>ème</sup> (sur 156 pays) en 2021<sup>3</sup>.

2006		2021		Progression (2006-2021)	
Rang	Score	Rang	Score	Rang	Score
84	0,944	111	0,966	-27	+0,022

Au niveau du taux de l'alphabétisation, l'Algérie est classée au 111<sup>ème</sup> rang avec un taux d'alphabétisation de 75,3% pour les femmes contre 87,4% pour les hommes. En revanche, au fur et à mesure que l'on progresse dans le cycle scolaire, le taux de participation féminin augmente allant jusqu'à 64,4% de femmes inscrites à l'université contre 38,8% d'hommes.

## 4. Participation Économique et Opportunité

Tableau 4 - Évolution de la participation Économique et Opportunité en Algérie (2006 -2021)

L'Algérie a vu sa position sur le plan de la participation et opportunité économique régresser passant de 103<sup>ème</sup> en 2006 à 142<sup>ème</sup> et ce, malgré une légère progression dans le score.

2006		2021		Progression (2006-2021)	
Rang	Score	Rang	Score	Rang	Score
103	0,443	142	0,456	-39	+0,013

<sup>1</sup> <https://www.banquemondiales.org/fr/country/algeria/overview>

<sup>2</sup> Global Gender Gap Report, 2021. P.405, [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GGGR\\_2021.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2021.pdf)

<sup>3</sup> Idem

Les dernières données disponibles montrent que le taux de participation des femmes à la population active en Algérie est de 17% contre 67,8%<sup>4</sup> pour les hommes, soit presque 4 fois moins élevée que celle des hommes. Le taux de chômage des femmes sur l'ensemble de l'année 2019 était de 26,2%, celui des hommes étant de 10,8%.<sup>5</sup> Le chômage est estimé à 11.9% en 2019 avec une composante majeure de femmes (20.4% et de jeunes 26.9%) selon l'ONS<sup>6</sup>.

## 5. Les femmes dans le monde de l'entrepreneuriat

Selon les chiffres publiés par l'Association Savoir et Vouloir Entreprendre (SEVE), l'Algérie comptait, en 2018, environ 150 000 femmes entrepreneurs (hors professions libérales et activités agricoles).<sup>7</sup> Par ailleurs, l'indice Mastercard des femmes entrepreneurs publié en 2019, fait état d'un pourcentage de femmes entrepreneures autour de 7,3% du nombre total d'entrepreneurs en Algérie.<sup>8</sup> Ce qui est loin d'être un chiffre appréciable. Toutefois, selon le Centre national du registre du commerce/CNRC<sup>9</sup>, une petite évolution a pu être enregistrée. En effet, le nombre total des femmes inscrites au registre du commerce était de 168 556. Fin février 2020, elles étaient au nombre de 160 908 dont 147 928 personnes physiques et 12 980 personnes morales, soit une augmentation de 7648 en pleine crise sanitaire liée à la Covid-19. Les chiffres arrêtés au 10 février 2021 indiquent que les femmes inscrites sous le statut de personnes physiques<sup>10</sup> étaient au nombre de 154 662 sur un total de 1 928 567, soit un taux de 08%. La distribution du détail est leur activité dominante, avec un taux de 49,22%, suivie de celle des services avec un taux de 38,62%. Selon la même source, il n'y a que 32 femmes, personnes physiques dans l'export soit un taux de 0,02%. Celles inscrites sous le statut de personnes morales<sup>11</sup> étaient au nombre de 13 894 sur un ensemble de 212 432, soit un taux de 6,5%. On les retrouve essentiellement dans les services (39,96%), suivie de la production des biens (26,16%), de l'importation (14,45%). Les personnes morales ne représentent que 1,14%. Il est évident que dans ce registre, le mot parité n'a pas sa place.

## 6. Statut juridique et droits des femmes

### Algeria - Scores for Women, Business and the Law 2021



Au cours des dix dernières années, « Women, Business and the Law » a recueilli des données uniques sur les lois et règlements qui entravent l'esprit d'entreprise et l'emploi des femmes. L'indice présenté est structuré autour du cycle de vie d'une femme active, avec 35 points de données sur huit indicateurs. Les scores globaux sont ensuite calculés en prenant la moyenne de chaque indicateur, 100 représentant le score le plus élevé possible. Le score de l'Algérie dans la dernière édition du rapport est de 57.5 sur 100, ce qui est supérieur à la moyenne régionale de MENA (à 51,5). Les pays qui se classent en tête avec 100 sont pour la plupart en Europe, le pays Arabe le mieux classé est les Émirats Arabes Unis avec un score de 82,5, le dernier est la Palestine avec 26,3.

<sup>4</sup> <http://wb-gender-portal-preview.s3-website-us-east-1.amazonaws.com/countries/algeria>

<sup>5</sup> <https://data.unwomen.org/country/algeria>

<sup>6</sup> Cité in « Analyse rapide de l'impact socio-économique du COVID-19 sur l'Algérie et propositions pour une relance durable et résiliente », préparé par le Système des Nations Unies en Algérie En collaboration avec le Bureau Maghreb de la Commission Economique pour l'Afrique <https://www.undp.org>

<sup>7</sup> <https://www.elwatan.com/pages-hebdo/sup-eco/entrepreneuriat-feminin-en-algerie-la-frilosite-des-banques-mise-a-lindex-18-11-2019>

<sup>8</sup> MIWE, rapport sur l'Indice Mastercard de Femmes entrepreneures (MIWE), 2019, P.114 <https://mastercard-index-of-women-entrepreneurs-2019.pdf>

<sup>9</sup> CNRC: Les femmes ne représentent que 08% du total des inscrits au RC <https://www.dzentreprise.net/cnrc-emploi-femmes>

<sup>10</sup> Un être humain doté, en tant que tel, de la personnalité juridique.

<sup>11</sup> Un groupement doté de la personnalité juridique. Généralement une personne morale se compose d'un groupe de personnes physiques réunies pour accomplir quelque chose en commun.

## 7. Impact de la pandémie de COVID-19 sur les politiques publiques

Comme partout ailleurs dans le monde, en Algérie, les répercussions de la pandémie du coronavirus se sont lourdement fait sentir sur le secteur des Petites et Moyennes Entreprises, ce qui a influé à son tour les politiques publiques, aussi bien économiques que financières. Selon le Système des Nations Unies/SNU, tous les secteurs de l'économie sont touchés mais à des degrés d'impact différents<sup>12</sup>.

Les mesures restrictives/préventives prises dans des différents domaines sont la cause de la forte baisse des revenus des PME et le recul de l'activité économique. Selon une enquête conduite par le Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement/CREAD sur « l'impact socio-économique de la pandémie de la Covid-19 en Algérie », des entreprises algériennes sondées ont indiqué avoir perdu en moyenne 50% de leurs chiffres d'affaires en 2020 à cause de la pandémie du Covid-19. Parmi les secteurs les plus touchés, le CREAD cite ceux des services et de la manufacture. C'est ainsi que **le secteur** du transport de marchandises a subi "paradoxalement" une perte de 90 % du CA en 2020, suivi du secteur des services et le secteur de l'industrie agroalimentaire. A cause des mesures du confinement, 93% des entreprises interrogées ont noté des difficultés à commercialiser leurs produits. 63% d'entre elles ont dû opter pour un arrêt total de l'activité à cause du confinement ou l'absence de clients. Les effets ont touché aussi les ressources humaines avec 11% des entreprises qui ont subi des pertes à cause du confinement du personnel. En effet, 56% du personnel n'a pas pu rejoindre son lieu de travail en 2020 à cause de la crise sanitaire. Un impact ressenti de façon plus importante dans les secteurs des services et celui du BTP, y-compris à cause du manque de transport. 8% des entreprises ont relevé des problèmes de financement et l'augmentation de leurs créances durant cette période<sup>13</sup>. En fait, les entreprises ont fait face à des pertes substantielles qui menacent leur fonctionnement et leur solvabilité, notamment les petites entreprises dont le secteur informel qui se définit aussi bien par la vente à la sauvette, les activités génératrices de revenus sans enregistrement que les grandes entreprises bien établies qui ne déclarent pas la totalité de leur chiffre d'affaires. Une grande partie de travailleurs a été exposée à des pertes de revenus et à perdre leur travail. Les femmes dans l'informel sont susceptibles d'être impactées de manière significative également car elles occupent une place importante dans le secteur informel, même si leurs activités sont souvent non rémunérées<sup>14</sup>.

## 8. Obstacles et défis dans le processus entrepreneurial (évaluation rapide)

Un exercice qui avait pour but de faire une évaluation rapide de l'impact de la pandémie du COVID-19 sur les entreprises a été planifié en vue de faire le point avec les entrepreneurs, hommes et femmes quant aux obstacles et aux défis auxquels ils ont eu à faire face. L'intérêt était de permettre aux femmes et aux hommes entrepreneurs d'identifier leurs propres besoins et de sélectionner les priorités de leur propre point de vue. Dans ce contexte, la comparaison des deux discours selon la perspective Genre qui devait être faite, aurait été elle-aussi, pertinente. Il est regrettable que cette évaluation rapide n'ait pas pu être menée en Algérie, et ce, malgré tous les efforts fournis par l'équipe de CAWTAR. En effet, en plus de multiples contacts individuels (téléphone, email...), un certain nombre de conférences virtuelles a pu être organisées et si elles ont pu donner une vision préliminaire qui a confirmé que les problèmes étaient identiques d'un secteur à un autre et d'un pays

---

<sup>12</sup> Analyse rapide de l'impact socio-économique du COVID-19 sur l'Algérie et propositions pour une relance durable et résiliente, préparé par le Système des Nations Unies en Algérie En collaboration avec le Bureau Maghreb de la Commission Economique pour l'Afrique <https://www.undp.org>

<sup>13</sup> <http://www.cread.dz/>

<sup>14</sup> Analyse rapide de l'impact socio-économique du COVID-19 sur l'Algérie et propositions pour une relance durable et résiliente, préparé par le Système des Nations Unies en Algérie En collaboration avec le Bureau Maghreb de la Commission Economique pour l'Afrique <https://www.undp.org>

à une autre, étant donné le nombre limité des répondants, il n'est pas possible de considérer cela comme les résultats de l'évaluation.

Toutefois, la révision documentaire, les évaluations et les analyses qui ont été conduites à ce sujet confirment que les PME algériennes, à l'instar de leurs consœurs dans le monde et dans la région, se sont trouvées confrontées aux défis et aux risques liés à la pandémie et ce, dès le confinement et même après. En effet, l'ensemble des unités de production et de commercialisation ont été touchées par les mesures préventives prises par les autorités telles que la fermeture des commerces ou des lignes de transport. Cette situation a provoqué une baisse importante de la demande sur les produits et les services de première nécessité, ce qui a induit un ralentissement remarquable de l'activité économique.

Beaucoup d'initiatives ont été prises pour faire face à ces défis dont on peut citer la démarche du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise/Care<sup>15</sup> et du Centre des jeunes dirigeants algériens/CJD<sup>16</sup> appelée "Plaidoyer pour la sauvegarde de l'Entreprise Algérienne" qui a voulu, dès mars 2020, tirer la sonnette d'alarme sur les risques auxquels sont exposées les PME algériennes tout en insistant déjà, propositions à l'appui, sur le caractère urgent de l'intervention de l'Etat pour maintenir les entreprises en activité et en vie malgré la crise économique. Avec la crise sanitaire, cette intervention devait devenir immédiate<sup>17</sup>. Il est à noter une absence totale d'informations quant à l'impact de la pandémie durant ou après le confinement sur les femmes entrepreneures.

## 9. Analyse de la chaîne de valeur sensible au genre/ACVSG

L'objectif de l'Analyse de la Chaîne de Valeur Sensible au Genre/ACVSG est d'évaluer la compétitivité et la performance d'un certain nombre de chaînes de valeur dans chaque secteur/sous-secteur sélectionné afin de déterminer les obstacles et opportunités réels ou potentiels pour les femmes et les hommes qui peuvent être façonnés aussi bien par le cadre légal et réglementaire, par la structure et les pratiques institutionnelles que par les normes sociales, les traditions et la construction Genre.

La notation se fait sur la base de l'interprétation des réponses (en comparant les différentes chaînes de valeur par une lecture horizontale) pour chaque question au niveau de la matrice. La notation d'un sous-secteur ou d'une chaîne de valeur particulière en fonction des sous-critères se fait à l'aide de notes comprises entre 1 et 4, 1 étant très faible/très mauvais et 4 étant bon/élevé.

Le score global pour chaque chaîne de valeur correspond à la formule suivante : *Score global du sous-secteur = % dimension économique X (total des scores à chaque fois multiplié par % question) + % dimension environnementale X (total des scores à chaque fois multiplié par % question) + % inclusion sociale et dimension de genre X (total des scores à chaque fois multiplié par % question) + % dimension institutionnelle X (total des scores à chaque fois multiplié par % question).*

Ce qui permet d'obtenir, au final, des scores globaux pour chaque chaîne de valeur sur un score maximum de 4, en considérant les 3 dimensions : Économique (40%), Genre et innovation sociale (40%) et la dimension Institutionnelle (at 20%). L'analyse de ces différents critères appliqués aux 3 secteurs (Agriculture, Industries légères et Services -) et plus précisément aux 3 sous-secteurs sélectionnés : Agroalimentaire, Textiles et Vêtements et Technologie de l'Information et de la Communication/TIC a donné ce qui suit :

Tableau 5 : Scores de l'ACVSG

<sup>15</sup> <https://care.dz/en/care>

<sup>16</sup> <https://www.facebook.com/CJDAlerie/>

<sup>17</sup> <https://tbn.care.dz/fr/tbn/impact-de-la-crise-du-covid-sur-leconomie-sn96>

Critères et de notation	Score Maximal	Sous-secteur 1 : Agroalimentaire	Sous-secteur 2 : Textiles	Sous-secteur 3: TIC
Dimension Économique (40%)	1,6	1,4	0,80	1,1
Dimension Genre et innovation sociale (40%)	1,6	0,64	0,48	1,16
Dimension Institutionnelle (20%)	0,8	0,62	0,34	0,52
<b>TOTAL (100%)</b>	<b>4</b>	<b>2,66</b>	<b>1,62</b>	<b>2,78</b>

## 10. Analyse préliminaire

Sur la base de la révision documentaire, des données disponibles<sup>18</sup> et tenant compte de l'analyse comparative des 3 sous-secteurs, il apparaît que par rapport aux deux autres sous-secteurs, le sous-secteur des Technologies de l'Informations et de Communication est porteur du plus fort potentiel et à plusieurs niveaux:

- Un potentiel économique considérable,
- Les perspectives de développement,
- La prédominance des femmes dans les sorties de promotions universitaires,
- L'existence de divers programmes et initiatives dédiés aux femmes,
- Le renforcement de la coordination entre les différents acteurs,
- L'appui public en matière de politique publique contre la cybercriminalité,
- Les possibilités de développement considérable offertes aux entrepreneurs (créneau de production et marché) et ce, à cause ou grâce à la faiblesse de la digitalisation des services publics.

## CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS

L'analyse transversale des résultats de l'Analyse de Situation (quantitative et qualitative), de l'évaluation rapide et de l'ACVSG, a mis en évidence un certain nombre de préoccupations et de besoins qui peuvent être résumés comme suit :

- La mise en réseau avec d'autres chefs d'entreprises dans un esprit de collaboration afin d'échanger des informations relatives à leur domaine et les éventuelles opportunités.
- Une meilleure compréhension des réglementations régissant le secteur d'activité de l'entreprise, mais aussi une veille pour maintenir l'entreprise en conformité avec les exigences réglementaires.
- Un meilleur accès à la formation technique et managériale
- Une meilleure capacité de gestion des ressources humaines et financières,
- Des capacités et des compétences en matière de planification commerciale, y compris l'adoption de nouvelles technologies dans la gestion des entreprises, telles que le commerce électronique et le marketing numérique.

Il est attendu que les parties prenantes concernées enrichissent ces résultats préliminaires sur la base de leur propre expérience et procéder à l'identification des points communs et des différences

<sup>18</sup> Des difficultés spécifiques à la phase de collecte des données ont été rencontrées en termes de disponibilité et de cohérence. La disponibilité des données sur le sujet en question dans les différents pays est extrêmement limitée, pour ne pas dire rare. Une complication supplémentaire était due au fait que, lorsqu'elles étaient disponibles et selon les sources consultées, les données trouvées étaient contradictoires entravant davantage le processus.

de leur pays avec les autres, et procéder à la sélection des priorités qui serviront à l'élaboration d'un cadre stratégique. Ce dernier sera également soumis à un autre cycle de consultations et de discussions pour validation et adoption lors du 2<sup>ème</sup> séminaire régional qui se tiendra durant le premier semestre 2022.